

Service Santé et Protection des Animaux et de l'Environne-
ment
2 boulevard de Strasbourg
CS 70010
Cité Marianne - BATIMENT E
59046 Lille

Lille, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA AMUID

42 RUE PAUL VAILLANT COUTURIER
59296 Avesnes-Le-Sec

Références : 2025 - 05607
Code AIOT : 0055900074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement SCEA AMUID implanté 19 rue du Calvaire 59296 Avesnes-le-Sec. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le but de faire le récolement du dossier de réexamen MTD-IED déposé par la SCEA AMUID en juillet 2021. Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et de l'action nationale 2025 concernant la rétention des stockages de produits dangereux et toxiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA AMUID
- 19 rue du Calvaire 59296 Avesnes-le-Sec
- Code AIOT : 0055900074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SCEA AMUID bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation pour son installation située 42, rue Paul Vaillant-Couturier à Avesnes-le-Sec (59296), relative à l'exploitation d'un élevage de volailles relevant de la rubrique 3660 de la nomenclature ICPE, pour une capacité de 92 000 emplace-

ments.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Rétention
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MTD2 Effets	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	sur l'environnement, amélioration des performances globales	27/12/2013, article 42	l'exploitant	
7	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
8	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
36	MTD23 Émissions d'NH3, production global élevage porcin ou de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
37	MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
38	MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
39	MTD27 Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
40	MTD29 Surveillance des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
41	MTD29 Surveillance des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
42	MTD29 Surveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des paramètres de procédé			
47	MTD32 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement poulets de chair	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
48	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Demande d'action corrective	6 mois
49	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
50	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
51	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
52	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
53	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	3 mois
54	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	MTD2 Effets sur l'environnement, amélioration des performances globales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
3	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
4	MTD3 Azote total excrété, nutrition	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des animaux		
5	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
6	MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
9	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
10	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
11	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
12	MTD6 Réduction de la production d'eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
13	MTD6 Réduction de la production d'eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
14	MTD6 Réduction de la production d'eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
15	MTD7 Réduction des rejets d'eaux résiduaires dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
16	MTD7 Réduction des rejets d'eaux résiduaires dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
17	MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
18	MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
19	MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
20	MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
21	MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
22	MTD9 Émissions sonores, plan de gestion du bruit	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
23	MTD10 Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
24	MTD10 Émissions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sonores	article 42	
25	MTD10 Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
26	MTD10 Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
27	MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
28	MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
29	MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
30	MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
31	MTD12 Plan de gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
32	MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
33	MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
34	MTD14 Émissions atmosphériques d'NH3, stockage des effluents solides	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
35	MTD14 Émissions atmosphériques d'NH3, stockage des effluents solides	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
43	MTD29 Surveillance des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
44	MTD29 Surveillance des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
45	MTD32 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement poulets de chair	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
46	MTD32 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement poulets de chair	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est globalement bien tenue. Cependant, des non-conformités devront être régularisées par l'exploitant.

Il s'agit notamment :

- de la déclaration du second forage afin de le régulariser ;
- de la mise en place de registres pour chaque forage afin d'enregistrer la consommation de manière mensuelle ;
- de garantir l'accessibilité de la réserve d'eau présente sur le site et de s'assurer de sa conformité ;
- de faire réaliser la vérification des installations de gaz et d'électricité annuellement ;
- de mettre en place des registres concernant les consommations de l'élevage (eau, gaz, électricité...) ;
- de réaliser une estimation des quantités d'azote total et de phosphore total produites sur l'exploitation ;
- d'estimer la production de NH3 et de poussières et de réaliser la déclaration GEREPA annuellement ;
- de mettre en place des dispositifs de rétention pour tous les stockages de produits dangereux présents sur le site ;
- de fournir des justificatifs à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD2 Effets sur l'environnement, amélioration des performances globales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 2
Prescription contrôlée : Eduquer et former le personnel, en particulier dans les domaines suivants: - réglementation applicable, élevage, santé et bien-être des animaux, gestion des effluents d'élevage, sécurité des travailleurs; - transport et épandage des effluents d'élevage;
Constats : L'exploitant nous informe qu'il a réalisé une formation concernant la biosécurité et a suivi la formation éleveur dispensée par la chambre d'agriculture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir les justificatifs de formations à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : MTD2 Effets sur l'environnement, amélioration des performances globales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 2
Prescription contrôlée : Entreposer les cadavres d'animaux de manière à prévenir ou à réduire les émissions.
Constats : Les cadavres de volailles sont placés dans un conteneur réfrigéré prévu à cet effet et identifié «

ATEMAX ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 3
Prescription contrôlée : Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles.
Constats : L'exploitant recourt à trois formules pour l'alimentation de ses animaux. Ces aliments présentent une teneur réduite en protéines et sont équilibrés en azote. Ils intègrent notamment des acides aminés essentiels tels que la méthionine et la lysine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 3
Prescription contrôlée : Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.
Constats : Trois formules d'aliments sont utilisées sur le site pour l'alimentation des volailles suivant leurs besoins spécifiques, M 64 démarrage, M 65 croissance et M 70 finition. Ces formules sont livrées, elles ne sont pas fabriquées sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 3
Prescription contrôlée : Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes.
Constats : Les formulations sont dites à protéine basse. Des acides aminés sont présents dans les formules. Les formules croissance et finition sont des compléments distribués avec du blé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 4
Prescription contrôlée : Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.
Constats : L'alimentation est multiphase, trois aliments différents sont distribués aux animaux suivant leurs besoins et leur stade d'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 5
Prescription contrôlée : Tenir un registre de la consommation d'eau.
Constats : L'exploitant ne tient pas de registre des consommations d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un registre des consommations d'eau de l'élevage de volailles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 5
Prescription contrôlée : Détecter et réparer les fuites d'eau.
Constats : L'exploitant répare les fuites selon les besoins, cependant, il ne tient pas de registre à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre en place un registre de réparation des fuites d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 5
Prescription contrôlée : Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements.
Constats : Pour le nettoyage des bâtiments, l'exploitant utilise un nettoyeur haute pression.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 5
Prescription contrôlée : Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum).
Constats : Les abreuvoirs sont adaptés aux animaux et sont réglables en hauteur. Des dispositifs de pipette avec coupelle sont présents dans les bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 5
Prescription contrôlée : Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.
Constats : L'exploitant vérifie chaque jour les équipements d'eau sur son installation lorsqu'il se rend dans ses bâtiments. Nous ne remarquons pas de problème de gestion du réseau d'eau sur les installations accessibles à l'inspection lors de la visite du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : MTD6 Réduction de la production d'eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 6
Prescription contrôlée : Maintenir les surfaces souillées de la cour aussi réduites que possible.
Constats : Le site est globalement bien tenu, nous ne remarquons pas de surfaces souillées dans la cour le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : MTD6 Réduction de la production d'eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 6
Prescription contrôlée : Limiter le plus possible l'utilisation d'eau.
Constats : L'exploitant utilise des abreuvoirs adaptés aux animaux, un nettoyeur haute pression et vérifie son réseau d'eau régulièrement afin de limiter sa consommation en eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : MTD6 Réduction de la production d'eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 6
Prescription contrôlée : Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduaires nécessitant un traitement.
Constats : L'exploitant réalise le lavage sur litière, les effluents liquides sont récupérés par le fumier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : MTD7 Réduction des rejets d'eaux résiduaires dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 7
Prescription contrôlée : Évacuer les eaux résiduaires dans un conteneur réservé à cet effet ou dans une fosse à lisier.
Constats : Une fosse est présente pour la récupération des rejets d'eau résiduaire issus du local technique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : MTD7 Réduction des rejets d'eaux résiduaires dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 7

Prescription contrôlée : Épandage des eaux résiduaires, par exemple au moyen d'un système d'irrigation tel qu'un dispositif d'aspersion, un pulvérisateur va-et-vient, une tonne à lisier, un injecteur ombilical.
Constats : Il n'y a plus de récupération des eaux résiduaires dans le bâtiment V1. Le lavage des bâtiments ayant lieu sur litière, les eaux résiduaires sont récupérées par la litière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 8
Prescription contrôlée : Systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation à haute efficacité.
Constats : Une installation de gaz est présente sur le site. Les bâtiments sont équipés d'un système de chauffage avec l'installation de canons de chauffage extérieurs équipés d'une section anti-flamme afin de prévenir le risque incendie. Ces canons ont été installés pour remplacer les radiateurs. La ventilation est de type haute efficacité réglable par une console centrale.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 8
Prescription contrôlée : Optimisation des systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation ainsi que de leur gestion, en particulier en cas d'utilisation de systèmes d'épuration de l'air.
Constats : Une console centrale gère l'ambiance des bâtiments et permet de réguler le chauffage et la ventilation selon les besoins des animaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 8
Prescription contrôlée : Isolation des murs, sols et/ou plafonds des bâtiments d'hébergement.
Constats : Les murs et les plafonds des bâtiments sont isolés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 8
Prescription contrôlée : Utilisation d'un éclairage basse consommation.
Constats : L'ensemble des bâtiments est équipé de LED moins énergivores.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 8
Prescription contrôlée : Mise en œuvre d'une ventilation statique.
Constats : Le bâtiment V1 vient d'être rénové en 2024, amélioration de l'isolation, mise ne place d'une gestion automatisée de l'ambiance des bâtiments par console centrale. Afin de gagner en autonomie énergétique, l'exploitant a installé un tracker solaire permettant de produire une partie de l'énergie nécessaire à ses installations soit 30 à 40 % de l'électricité nécessaire à l'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : MTD9 Émissions sonores, plan de gestion du bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 9
Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à établir et mettre en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un plan de gestion du bruit comprenant les éléments suivants: :iii. un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes de bruit mis en évidence; iv. un programme de réduction du bruit destiné, par exemple, à mettre en évidence la ou les sources de bruit, à surveiller les émissions sonores, à caractériser la contribution des sources et à mettre en œuvre des mesures de suppression et/ou de réduction du bruit; v. un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés.
Constats : Le site n'a pas fait l'objet de plaintes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : MTD10 Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 10
Prescription contrôlée : Emplacement des équipements.
Constats : L'implantation des ventilateurs sur les pignons, combinée à la présence de haies, contribue à limiter les émissions sonores.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : MTD10 Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 10
Prescription contrôlée : Mesures opérationnelles.
Constats : L'exploitant maintient en permanence des portes fermées des bâtiments d'élevage, les personnes intervenant sur le site d'élevage sont des personnes expérimentées. Les chaînes d'alimentation sont utilisées à pleine charge.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : MTD10 Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 10

Prescription contrôlée : Dispositifs antibruit.
Constats : Les bâtiments sont isolés, des haies ont été implantées, ce qui permet de limiter la diffusion des bruits issus de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : MTD10 Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 10
Prescription contrôlée : Réduction du bruit.
Constats : Des haies sont présentes sur l'installation et permettent de limiter la diffusion du bruit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 11
Prescription contrôlée : 1. utilisation d'une matière plus grossière pour la litière (par exemple, copeaux de bois ou paille longue plutôt que paille hachée) ;
Constats : L'exploitant utilise de la paille hachée et des copeaux de hêtre pour les litières des bâtiments.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 11
Prescription contrôlée : 3. mettre en œuvre l'alimentation ad libitum ;
Constats : Les animaux disposent d'une alimentation mise à leur disposition en continu, selon le principe de l'ad libitum.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 11
Prescription contrôlée : 6. Concevoir et utiliser le système de ventilation pour une faible vitesse de l'air à l'intérieur du bâtiment.
Constats : Les consoles centralisées présentes dans les bâtiments permettent de moduler la ventilation suivant les besoins des animaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 11

Prescription contrôlée : Réduire la concentration de poussières à l'intérieur du bâtiment en appliquant une des techniques suivantes: 1. Brumisation d'eau ;
Constats : Le bâtiment V3 est équipé d'un dispositif permettant la brumisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 31 : MTD12 Plan de gestion des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 12
Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les odeurs émanant d'une installation d'élevage, la MTD consiste à établir, mettre en oeuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants: i. un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier; ii. un protocole de surveillance des odeurs; iii. un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs mis en évidence; iv. un programme de prévention et d'élimination des odeurs destiné à mettre en évidence la ou les sources, à surveiller les émissions d'odeurs (voir MTD 26), à caractériser la contribution des sources et à mettre en oeuvre des mesures d'élimination et/ou de réduction des odeurs ;
Constats : Le site n'a pas fait l'objet de plaintes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 32 : MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 13
Prescription contrôlée : Utiliser un système d'hébergement qui met en oeuvre un ou plusieurs des principes suivants: - maintenir les surfaces et les animaux secs et propres (par exemple, éviter les déversements d'aliments et l'accumulation de déjections dans les aires d'exercice
Constats : Lors de l'inspection, nous ne remarquons pas d'odeur anormale, la litière est correctement gérée, les animaux sont propres. Nous ne remarquons pas d'amas de poussière ou d'aliment sur l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 33 : MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 13
Prescription contrôlée : Optimiser les conditions d'évacuation de l'air des bâtiments d'hébergement par une ou plusieurs des techniques suivantes: - augmentation de la hauteur des sorties d'air (par exemple, sorties d'air au-dessus du niveau du toit, cheminées, évacuation
Constats : Les bâtiments sont équipés d'évacuation d'air en plafond avec évacuation au-dessus des toits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 34 : MTD14 Émissions atmosphériques d'NH3, stockage des effluents solides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 14

Prescription contrôlée : Réduire le rapport entre la surface d'émission et le volume du tas d'effluents d'élevage solides.
Constats : L'exploitant réalise des tas en bout de champs paillés en dessous et au-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 35 : MTD14 Émissions atmosphériques d'NH₃, stockage des effluents solides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 14
Prescription contrôlée : Couvrir les tas d'effluents d'élevage solides.
Constats : L'exploitant indique que ces tas d'effluents sont déposés sur un lit de paille et sont ensuite paillés au-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 36 : MTD23 Émissions d'NH₃, production global élevage porcin ou de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 23
Prescription contrôlée : estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en oeuvre dans l'installation d'élevage.
Constats : La déclaration GEREPA n'a pas été effectuée par l'exploitant. L'estimation des émissions de NH ₃ n'a pas été réalisée par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection son estimation de NH ₃ pour l'année 2024 par mail ou par courrier, la campagne de déclaration GEREPA étant clôturée. En 2026, l'exploitant devra réaliser sa déclaration GEREPA pour les estimations de l'année 2025 en réalisant sa déclaration sur l'application en ligne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 37 : MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 24
Prescription contrôlée : Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection le calcul estimant les quantités d'azote total et de phosphore total contenues dans les effluents produits sur son installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> • soit une estimation des quantités d'azote total et de phosphore total au moyen d'une analyse des effluents produits sur son installation. • soit un calcul au moyen d'un bilan massique de type BRS (bilan réel simplifié), estimant les quantités d'azote total et de phosphore total contenues dans les effluents produits sur son installation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 38 : MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 24
Prescription contrôlée : Estimation, au moyen d'une analyse des effluents d'élevage visant à déterminer la teneur en azote total et en phosphore total.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection une estimation des quantités d'azote total et de phosphore total au moyen d'une analyse des effluents produits sur son installation comme il s'est engagé à le faire dans son dossier de réexamen MTD-IED.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> • soit une estimation des quantités d'azote total et de phosphore total au moyen d'une analyse des effluents produits sur son installation. • soit un calcul au moyen d'un bilan massique de type BRS (bilan réel simplifié), estimant les quantités d'azote total et de phosphore total contenues dans les effluents produits sur son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 39 : MTD27 Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 27
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an : estimation à partir des facteurs d'émission.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection une estimation des émissions de poussières de son installation pour l'année 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir à l'inspection une estimation de sa production de poussière de ses installations de son site d'élevage ICPE pour l'année 2024. La campagne de déclaration étant close pour l'année 2025, cette estimation sera transmise directement à l'inspection. L'exploitant devra réaliser ses déclarations GEREPA annuellement concernant les productions de poussières de son site ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 40 : MTD29 Surveillance des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 29
Prescription contrôlée : La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation d'eau.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place un registre consistant à surveiller sa consommation d'eau au

moins une fois par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un registre concernant la consommation en eau sur son élevage et en assurer la surveillance au moins une fois par an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 41 : MTD29 Surveillance des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 29
Prescription contrôlée : La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation d'électricité.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place un registre consistant à surveiller sa consommation d'électricité au moins une fois par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un registre concernant sa consommation en électricité sur son élevage et en assurer la surveillance au moins une fois par an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 42 : MTD29 Surveillance des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 29
Prescription contrôlée : La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation de combustible.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place un registre consistant à surveiller sa consommation de combustible au moins une fois par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un registre concernant la consommation de combustible, notamment de gaz, sur son élevage et en assurer la surveillance au moins une fois par an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 43 : MTD29 Surveillance des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 29
Prescription contrôlée : La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Nombre d'animaux entrants et sortants, y compris naissances et décès, le cas échéant.
Constats : L'exploitant nous présente ses fiches d'élevage servant de registre. Le jour de l'inspection 86 000 volailles de type poulets de chair sont présentes dans les bâtiments d'élevage. L'exploitant respecte son arrêté préfectoral d'autorisation du 13 avril 2015 qui prévoit qu'il peut détenir, sous la

rubrique 3660, 92 000 emplacements volailles sur son site ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 44 : MTD29 Surveillance des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 29
Prescription contrôlée : La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation d'aliments.
Constats : L'exploitant a mis en place un registre consistant à surveiller sa consommation d'aliments sur ces fiches d'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 45 : MTD32 Émissions atmosphériques d'NH₃, hébergement poulets de chair

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 32
Prescription contrôlée : Ventilation dynamique et système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).
Constats : Les bâtiments d'élevage sont équipés d'un système de ventilation dynamique, réglable par console centrale, ainsi que d'un dispositif d'abreuvement adapté. Lors de l'inspection, aucune fuite n'a été constatée sur les installations accessibles. L'ambiance générale des bâtiments est satisfaisante : la litière est sèche, les animaux ne présentent pas de souillures et aucune odeur anormale n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 46 : MTD32 Émissions atmosphériques d'NH₃, hébergement poulets de chair

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 32
Prescription contrôlée : Ventilation statique avec système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).
Constats : Les installations ne disposent plus de système de ventilation statique. Le bâtiment V1 a été rénové.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 47 : MTD32 Émissions atmosphériques d'NH₃, hébergement poulets de chair

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, NEA-MTD 32 Amoniac (NH ₃)
Prescription contrôlée : 0,01 - 0,08 kg NH ₃ /emplacement/an
Constats : L'exploitant a mis en place des meilleures techniques disponibles, mais il n'a pas réalisé ses calculs d'estimation afin de justifier qu'il respecte le niveau d'émission associé à la meilleure technique disponible (NEA-MTD) concernant les émissions de NH ₃ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir à l'inspection son estimation de production de NH ₃ sur ses installations afin de justifier qu'il respecte le niveau d'émission associé à la meilleure technique disponible pour

les émissions de NH3 en 2024. Il justifiera qu'il respecte le NEA-MTD. L'exploitant devra réaliser de façon annuelle sa déclaration GEREP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 48 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats : Les accès sont suffisamment dimensionnés et dégagés pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cependant, nous remarquons que la réserve d'eau est difficilement accessible le jour de l'inspection, les abords de la réserve d'eau sont encombrés avec du matériel, un conteneur sur pied, un ventilateur usagé, un tracteur avec une remorque et un bac à atteler sur tracteur sont positionnés devant cette réserve et bloquent son accès. L'accès à cette réserve d'eau se fait sur un terrain de type pâture enherbée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de garantir en permanence l'accessibilité de sa réserve d'eau en procédant au dégagement des abords et de mettre en place un balisage approprié permettant d'identifier clairement la zone destinée au stationnement des véhicules d'incendie d'intervention et de secours. L'exploitant devra également vérifier que les caractéristiques de l'accès à la réserve d'eau et à l'aire de stationnement des engins du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) présente les caractéristiques requises concernant l'aménagement, la largeur, la force portante, etc... L'exploitant doit prendre attache auprès du SDIS afin de vérifier la conformité de sa réserve d'eau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 49 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :</p>

<p>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</p> <p>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les numéros d'urgences sont affichés au sein de l'installation.</p> <p>Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification par l'intermédiaire de « GOUPIAMA » en juin 2025. L'exploitant a mis en place une réserve incendie semi-enterrée de 300 m³. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la reconnaissance de conformité de cette réserve d'eau par le service d'incendie et de secours (SDIS). De plus, l'inspection remarque que cette réserve d'eau est inaccessible le jour de l'inspection, du matériel agricole est stationné devant cette réserve bloquant son accès.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra prendre l'attache du SDIS afin de vérifier la conformité de sa réserve d'eau. Il transmettra à l'inspection tout justificatif permettant d'attester de la mise en conformité de sa réserve d'eau (courrier du SDIS, reconnaissance opérationnelle...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 50 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux salariés sont présents sur l'installation, la vérification des installations électriques doit donc être réalisée de façon annuelle.</p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ses installations électriques et ses installations de gaz sont vérifiées annuellement. Il n'est pas en mesure de nous présenter les derniers rapports de vérification.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire vérifier ses installations électriques et ses installations de gaz annuellement conformément à la prescription et fournir les rapports de vérifications à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 51 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Les produits dangereux, présents sur l'installation sont stockés sans aucun dispositif de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à mettre en œuvre un dispositif de rétention adapté pour tout stockage concerné prenant en compte les dispositions suivantes :Le volume de rétention doit être au minimum égal à 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ;Le sol des zones de stockage doit être étanche et conçu pour recueillir les liquides accidentellement répandus ;Les rétentions doivent rester étanches et vides de toute eau pluviale dès que possible, en cas de stockage à l'air libre ;Les produits récupérés en cas d'accident doivent être éliminés dans des conditions réglementaires, ou traités comme des déchets dangereux.L'exploitant devra transmettre à l'inspection les justificatifs de la mise en conformité de son installation (factures, photographies, etc...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 52 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Bordereaux d'échanges d'effluents
Prescription contrôlée : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.
Constats : L'exploitant nous explique que les bordereaux d'échanges d'effluents sont réalisés sur l'application « GEOFOLIA ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir à l'inspection tout document permettant de justifier que les bordereaux d'échanges d'effluents sont bien réalisés pour les effluents de son site (impression des bordereaux, copie d'écran etc...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 53 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Gestion d'un Forage
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
Constats : L'exploitant a justifié que ses forages étaient bien équipés de vanne de disconnexion et muni de compteur. L'exploitant ne tient pas de registre de sa consommation d'eau issu de ses forages servant à l'alimentation des animaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un registre concernant les volumes d'eau prélevés pour chacun de ses deux forages de façon mensuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 54 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Réalisation d'un forage
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
Constats : Lors de l'inspection l'exploitant nous informe que deux forages servent à l'alimentation de son installation d'élevage : <ul style="list-style-type: none"> Un forage existant présent dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 avril 2015 pour une profondeur de 25 mètres et un débit de 3 m³ /h.

- Un second forage est présent sur le site et a été réalisé en 2017 à une profondeur de 38 mètres et avec un débit de 8 m³/h. Celui-ci n'a pas fait l'objet d'une déclaration avant sa réalisation. Il n'est donc pas régulier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu d'effectuer une déclaration au titre du code de l'environnement afin de régulariser l'existence de son forage et de justifier du respect des dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003. Cette déclaration devra être déposée en préfecture du Nord sous la forme d'un dossier papier, accompagné d'une version numérique sur support USB. Le dossier précisera que le forage est destiné à l'alimentation en eau du site d'élevage classé ICPE soumis à autorisation, la SCEA AMUID.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois